

Pourparlers sur l'Ukraine

«À Genève, la Russie veut rétablir sa zone d'influence face à l'OTAN»



Un soldat russe participant fin décembre aux exercices militaires dans la région de Rostov, non loin de la frontière ukrainienne. KEYSTONE-SDA.CH

Les envoyés de Moscou et Washington tentent ce lundi de désamorcer l'escalade des menaces. Analyse avec Alexandra Goujon, spécialiste de l'Ukraine.

Andrés Allemand

Tous les regards sont tournés ce lundi vers Genève, où se tiennent des pourparlers américano-russes sur l'Ukraine. Objectif: tenter une désescalade des tensions. Moscou a massé des dizaines de milliers de soldats à la frontière et Washington menace d'imposer des sanctions sans précédent en cas d'invasion, huit ans après l'éclatement de la guerre du Donbass et l'annexion russe de la Crimée. Mais ce qui se joue plus largement, c'est la reconquête d'une zone d'influence par la Russie, analyse Alexandra Goujon, maître de conférences à l'Université de Bourgogne et auteure de «L'Ukraine: de l'indépendance à la guerre» (Le Cavalier Bleu, 2021).

La Russie de Poutine se dit menacée par l'OTAN. Pure propagande? Ou y a-t-il là un fond de vérité?

Pour comprendre Moscou, il faut remonter à la fin de la guerre froide. Lors de la dissolution du Pacte de Varsovie (qui liait les

États communistes satellites à l'ex-Union soviétique) s'est posée la question du maintien de l'OTAN (alliance militaire entre les États-Unis et l'Europe occidentale). Or, pendant que le Kremlin était occupé à empêcher que la Fédération de Russie ne se disloque à son tour (notamment avec la guerre de Tchétchénie), les puissances occidentales ont décidé de conserver leur alliance et de l'élargir à l'est, vers la Pologne et même les pays Baltes. Donc jusqu'à la frontière de la Russie. Cela a d'ailleurs laissé le territoire russe de Kaliningrad complètement enclavé. Le vif ressentiment de Vladimir Poutine s'est exprimé ouvertement des années plus tard, lors d'un dis-

«Moscou ayant longtemps été à la tête d'un empire, puis de l'Union soviétique, la Russie a du mal à s'imaginer comme puissance d'un seul État.»



Alexandra Goujon
Université de Bourgogne

cours en 2007. À ses yeux, l'élargissement de l'OTAN signifie que la Russie est considérée comme une menace, une puissance ennemie. C'est aussi une évolution qui entre en conflit avec son propre projet de reconstituer l'espace russe élargi. Moscou ayant longtemps été à la tête d'un empire, puis de l'Union soviétique, la Russie a du mal à s'imaginer comme puissance d'un seul État. Ainsi, par exemple, le Kremlin a forgé une Union eurasiatique et ses troupes interviennent actuellement sur demande du Kazakhstan. Côté européen, sa puissance est entravée.

Donc en Ukraine, la Russie veut stopper l'avancée de

l'OTAN et rétablir sa zone d'influence?

Oui, Moscou trace une ligne rouge. L'intention est clairement exposée dans les deux projets de traités que les hauts représentants russes proposent à leurs homologues américains de négocier. Ils interdiraient les activités militaires occidentales dans les pays voisins de la Russie, ainsi que l'élargissement de l'OTAN vers des pays de l'ancienne zone d'influence soviétique. Deux exigences que Washington ne peut accepter, ce serait un aveu de faiblesse! Mais en réalité, Vladimir Poutine est déjà parvenu à ses fins en 2014: l'intervention dans le Donbass ukrainien de «volontaires» russes aux côtés des séparatistes puis l'annexion de la Crimée empêchent une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN (ndlr: puisque l'Alliance atlantique serait entraînée dans une guerre contre la Russie).

Alors pourquoi les tensions redoublent-elles maintenant, avec des troupes russes massées à la frontière ukrainienne?

Je vois un faisceau de raisons. Vladimir Poutine, pour qui Russes et Ukrainiens forment un seul peuple, fait pression pour garder ce pays voisin dans son giron. Mais ses interventions ont eu l'effet contraire sur la population. L'Ukraine de 2013 n'était pas acquise à l'idée d'une candidature à l'OTAN. Or, l'annexion de la Crimée par la Russie a changé la donne, le pays s'est tourné vers l'Alliance atlantique et l'Union européenne. Même si en 2019 le président Volodymyr Zelensky a été

élu en promettant un dialogue renouvelé avec Moscou, il a ensuite durci sa position et réclame le soutien des Occidentaux. Il a reçu un appui financier et même militaire des États-Unis (armes défensives) mais aussi de la Turquie (drones). Il a aussi mis sur pied une «Plateforme de la Crimée» réunissant plusieurs dizaines de pays.

Il y a d'autres raisons encore?

Les remous en Biélorussie voisine depuis la réélection contestée d'Alexandre Loukachenko en août 2020 ont ajouté aux tensions. À Minsk, on évoque aussi la menace de l'OTAN et les opposants sont exilés dans l'Union européenne. Par ailleurs, aux États-Unis, l'arrivée au pouvoir du démocrate Joe Biden ouvre une fenêtre d'opportunité pour des négociations. Moscou réactive le conflit en Ukraine, se posant en acteur incontournable, face auquel il est urgent d'engager des pourparlers. Enfin, il lui est utile de focaliser l'attention sur l'Ukraine à l'heure où la politique intérieure russe est dans une situation complexe.

Faut-il en déduire que Poutine se sent vulnérable?

Certains le disent. Pour ma part, je suis plus méfiante. Regardez le président biélorusse: on le disait vulnérable en août 2020, mais il a consolidé sa position par une répression terrible. Je dirais plutôt que Vladimir Poutine est inquiet. La Russie n'est plus la puissance des années 70 et les pays du voisinage sont moins dociles, moins contrôlables par Moscou.

Des négociations à fort enjeu

● La Russie a exclu dimanche toute «concession» lors de ces pourparlers à fort enjeu avec les États-Unis à Genève, se disant en outre «déçue» par les «signaux» envoyés par Washington. «Nous n'accepterons aucune concession. Cela est complètement exclu», a déclaré aux agences de presse russes le vice-ministre des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, qui doit prendre part aux négociations. «Nous sommes déçus des signaux venant ces derniers jours de Washington, mais aussi de Bruxelles», a-t-il ajouté. Sergueï Riabkov a encore indiqué qu'en l'absence de progrès lors de la première réunion lundi, la Russie pourrait

décider de ne pas poursuivre les négociations. Les États-Unis ont averti en retour la Russie d'un risque de «confrontation». Le secrétaire d'État Antony Blinken a ainsi estimé qu'il y avait «une voie de dialogue et de diplomatie pour essayer de résoudre certains de ces différends», mais que «l'autre voie est celle de la confrontation et de conséquences massives pour la Russie si elle renouvelle son agression de l'Ukraine». «Nous sommes sur le point de voir quelle voie le président Poutine est prêt à emprunter», a-t-il averti. Au-delà de la crise ukrainienne, Washington espère remettre sur

les rails les relations américano-russes, au plus bas depuis la fin de la guerre froide. Et peut-être obtenir des progrès sur d'autres dossiers, comme le désarmement. Mais de Paris à Berlin en passant par Bruxelles, les appels se sont multipliés pour faire une vraie place à la table des négociations aux pays du Vieux-Continent, et notamment l'UE, face au Kremlin qui semble vouloir privilégier le tête-à-tête russo-américain. Un test pour les États-Unis de Joe Biden, qui, malgré les promesses, ont échaudé leurs alliés européens en donnant l'impression de faire cavalier seul sur l'Afghanistan ou contre la Chine. **AFP**

Un immense incendie à New York fait au moins 19 morts

Tragédie
«Un des pires» sinistres de l'histoire de la mégapole s'est produit dimanche dans le Bronx.

«Cela va être l'un des pires incendies de notre histoire. Nous savons que nous avons 19 personnes décédées ainsi que plusieurs autres dans un état critique et plus de 63 personnes blessées.»

Le nouveau maire de New York, Eric Adams, qui s'est rendu sur place dans le Bronx, a déploré en direct une «véritable tragédie» dimanche. D'après le bureau du maire cité par des télévi-



Les soldats du feu pouvaient avoir maîtrisé le sinistre, avant que les flammes ne repartent de plus belle. **AFP**

sions américaines, neuf enfants et adolescents font partie des 19 personnes décédées.

Les pompiers de New York, appelés sur les lieux vers 11 heures (17 heures en Suisse), avaient dans un premier temps annoncé

un bilan d'une trentaine de blessés et avoir maîtrisé le sinistre en deux heures. Deux cents pompiers sont intervenus sur un immeuble de type HLM en brique de 19 étages, duquel d'immenses flammes et une épaisse fumée

noire s'échappaient dans la matinée sur des images circulant sur les réseaux sociaux.

Mercredi dernier, un terrible incendie dans un immeuble d'habitation à Philadelphie avait fait 12 morts, dont 8 enfants. Et dans ce même quartier du Bronx, en décembre 2017, un incendie avait tué 12 personnes dont 4 enfants, le plus grave en vingt-cinq ans dans la ville. Il avait été provoqué par un enfant de 3 ans et demi qui jouait avec une cuisinière à gaz.

New York, mégapole de neuf millions d'habitants, souffre en divers quartiers d'une immense crise du logement, avec des meubles parfois vétustes et mal entretenus. **AFP**

Kazakhstan

Le bilan des émeutes explose

Les émeutes au Kazakhstan cette semaine auraient fait plus de 160 morts. Les autorités du plus grand pays d'Asie centrale continuent leur implacable répression, avec près de 6000 arrestations. Rien qu'à Almaty, la capitale économique où se sont déroulées les émeutes les plus violentes, 103 personnes ont été tuées, sur un total de 164 dans le pays, selon un bilan paru dimanche sur la chaîne Telegram du gouvernement avant d'être retiré. La présidence a aussi annoncé que 5800 personnes avaient été arrêtées, parmi lesquelles «un nombre substantiel d'étrangers». **AFP**

Pakistan



Les secouristes s'efforçaient dimanche de dégager les routes d'accès à la ville de montagne de Murree, où étaient toujours bloqués des milliers de touristes et où sont mortes 22 personnes dans leurs véhicules coincés par la neige. Près de 100'000 visiteurs avaient afflué la semaine dernière pour profiter de la neige tombée inhabituellement en abondance. **AFP**